

AMNESTY INTERNATIONAL

RAPPORT 2012

Faits et chiffres

Index : POL 10/003/2012
Mai 2012

En 2011, des mouvements de protestation ont eu lieu dans le monde entier. Malgré les restrictions à la liberté d'expression imposées dans au moins **91 pays**, des femmes et des hommes ont pris la parole dans les rues, sur les ondes et sur Internet, **en exigeant démocratie / liberté / justice.**

De nombreux gouvernements ont réagi avec violence. Des personnes ont subi des **tortures et d'autres mauvais traitements** dans au moins **101 pays**, souvent pour avoir participé à des manifestations antigouvernementales.

La communauté internationale a armé les États oppresseurs, au lieu d'instaurer la justice et la sécurité.

500 000 personnes meurent chaque année à cause de la violence armée.

Des millions d'autres **subissent des blessures ou une répression brutale, sont violées, sont chassées de chez elles** en raison de conflits armés, de violences armées ou de violations des droits humains commises à l'aide d'armes classiques.

Quand nous avons commencé à combattre la peine de mort en 1977, seuls **16 pays** avaient aboli la peine capitale en droit pour tous les crimes. Aujourd'hui **141 pays** sont abolitionnistes en droit ou en pratique.

En tournant la page, vous trouverez un résumé de nos principales préoccupations dans chaque région et davantage de faits et chiffres sur la peine de mort et le commerce mondial des armes.

Le changement est possible.

[Les statistiques fournies dans ce document ne prétendent pas être complètes. Elles portent sur les pays où Amnesty International a rassemblé des informations précises sur des violations des droits humains en 2011. Les présentations graphiques sont purement indicatives.]

TENDANCES RÉGIONALES EN 2011

Le *Rapport 2012* d'Amnesty International présente la situation des droits humains en 2011 dans **155 pays et territoires** dans le monde entier.

EUROPE ET ASIE CENTRALE

Dans divers pays de l'ancienne Union soviétique, les **défenseurs des droits humains** et les **journalistes** ont souvent fait l'objet de harcèlement, de mesures d'intimidation, de coups. Au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Turkménistan, ceux qui critiquaient le gouvernement ont subi des **procès inéquitables** et des **actes de harcèlement**.

Des manifestations antigouvernementales en Azerbaïdjan et au Bélarus ont été violemment réprimées ou totalement interdites, et leurs organisateurs ont été incarcérés. Des manifestants ont subi des violences en Russie.

Au moins 1 500 **réfugiés et migrants**, parmi lesquels figuraient des femmes enceintes et des enfants, se sont noyés en essayant de gagner l'Europe par la mer. L'UE forçait les bateaux à rebrousser chemin, au lieu de tout faire pour éviter les morts. L'Italie a refoulé de nombreux Tunisiens dès leur arrivée, et plusieurs pays, dont la France et le Royaume-Uni, ont refusé d'accueillir des migrants déplacés par le conflit en Libye.

Des groupes minoritaires – entre autres les migrants, les Roms et les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres – faisaient l'objet d'une discrimination très répandue dans toute l'Europe.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Des soulèvements populaires ont mis en cause et même renversé des régimes installés de longue date. **Les contestataires** et **les dissidents** ont été exposés à la violence et à la répression. Les auteurs d'actes de violence n'ont guère fait l'objet de poursuites judiciaires.

En Égypte, en Libye et en Tunisie, des milliers de **prisonniers politiques** ont été libérés et la **liberté d'expression** a été renforcée. Cependant, comme sous les régimes antérieurs, des atteintes aux droits humains ont été commises, et l'on a notamment vu des actes de **torture**, un **recours excessif à la force** contre les manifestants et des **restrictions de la liberté de parole**.

Dans toute la région, la **discrimination contre les femmes, les minorités et les migrants**, pratiquée de longue date, demeurait très répandue. **Les exécutions**, auxquelles il a été procédé surtout en Arabie saoudite, en Irak, en Iran et au Yémen, se sont multipliées.

ASIE ET PACIFIQUE

La **liberté d'expression** a subi des restrictions, les États réduisant au silence les **poètes**, les **journalistes**, les **blogueurs** et les **détracteurs du régime**.

L'utilisation d'Internet subissait d'importantes limitations en Inde, tandis que de nouvelles restrictions étaient envisagées à l'égard des réseaux sociaux. Des

milliers d'opposants étaient détenus dans les **camps pénitentiaires** de Corée du Nord. La Thaïlande infligeait de **lourdes peines** à ceux qui critiquaient la famille royale.

Les minorités religieuses et ethniques faisaient l'objet de fréquents actes de discrimination. Au Pakistan, deux personnalités politiques ont été assassinées pour avoir critiqué les lois sur le blasphème. La communauté ahmadiyya subissait des discriminations au Bangladesh, en Indonésie, en Malaisie, au Pakistan et ailleurs.

On signalait dans plusieurs pays, dont la Chine et la Corée du Nord, des **actes de torture et autres mauvais traitements**.

Les travailleurs migrants subissaient l'exploitation pratiquée par des recruteurs qui les soumettaient à la traite d'êtres humains et au travail forcé.

AFRIQUE

Des manifestants antigouvernementaux se sont rassemblés dans les rues de nombreux pays d'Afrique. Les forces de sécurité ont réagi avec violence, allant jusqu'à tirer sur la foule à balles réelles. La plupart du temps, les responsables présumés de ces actes n'ont pas été inquiétés.

Les conflits armés et la violence ont provoqué des souffrances indicibles et d'innombrables morts en Côte d'Ivoire, dans l'est de la République démocratique du Congo, en Somalie, au Soudan et au Soudan du Sud. Rares étaient les coupables déférés à la justice.

Les journalistes, les défenseurs des droits humains et les opposants politiques ont poursuivi leur action malgré les menaces de harcèlement, d'arrestation arbitraire, d'incarcération, de violences et même de meurtre.

AMÉRIQUES

La lutte contre l'**impunité** des violations des droits humains commises dans le passé a quelque peu progressé, mais des forces de sécurité et des éléments de l'armée dans certains pays de la région ont continué à utiliser la **torture** et à se rendre coupables d'**exécutions extrajudiciaires** et de **disparitions forcées**.

Les défenseurs des droits humains et les journalistes en Amérique latine et dans les Caraïbes étaient exposés à la violence, aux menaces et même à la mort.

Les peuples indigènes dans toute la région se sont battus pour faire reconnaître leurs droits. Les intérêts des entreprises ont fréquemment pris le pas sur les droits fonciers indigènes.

Les migrants qui traversaient le Mexique faisaient toujours l'objet de menaces, de viols et même de meurtres.

Les violences liées au genre et les violations des **droits des femmes et des filles en matière de sexualité et de procréation** suscitaient toujours de graves préoccupations.

LE COMMERCE MONDIAL DES ARMES, UNE ACTIVITÉ MEURTRIÈRE

En juillet 2012, Amnesty International demandera un traité sur le commerce des armes efficace, qui empêche les transferts d'armes susceptibles de contribuer directement à de graves atteintes aux droits humains, à des crimes de guerre ou à la pauvreté.

Voici pourquoi :

Au moins **60 %** des violations des droits humains recensées par Amnesty International impliquent l'utilisation d'armes légères ou de petit calibre.

Au moins **55** groupes armés et forces gouvernementales utilisent les enfants comme soldats ou troupes auxiliaires, selon les Nations unies.

Seuls **35 pays** publient des rapports nationaux sur les transferts d'armes classiques.

LA PEINE DE MORT

En 2011, nous avons progressé vers l'abolition complète de la peine de mort – mais la tâche n'est pas achevée :

21 pays sur **198** ont procédé à des exécutions – chiffre inférieur de plus d'un tiers à ce qu'il était il y a 10 ans.

Au moins **18 750 personnes** étaient sous le coup d'une sentence capitale à la fin de l'année 2011.

La Chine **a exécuté des milliers** de ses citoyens, sans en rendre public le nombre total.

Des exécutions publiques ont eu lieu encore cette année en Arabie saoudite, Corée du Nord, Iran et Somalie.